



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551 – POLYgone – bâtiment GH – 57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 13 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 novembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE – Atelier PPC

**Usine de Carling
BP 90290
57 500 Saint-Avold**

Références : ST-AVOLD_TEPF-PPC_2024-12-11_RAPVI_MFM_00762
Code AIOT : 0006209855

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 novembre 2024 dans l'atelier PPC l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) implanté Établissement de Carling BP 90 290 –57 500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 18 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la fin des travaux de la nouvelle ligne de l'atelier PPC, du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et du suivi des échéances de l'arrêté de mise en demeure sur l'atelier polypropylène (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Etablissement de Carling BP90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006209855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) exploite une unité de production de compoundage de polypropylène (unité PPC) par mélange et fusion de polypropylène sous forme de granulés et d'additifs. Les produits finis fabriqués (PPC) sous forme de granulés sont destinés au marché de l'automobile.

Cette unité de production est sous le régime de l'autorisation, soumise à l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-154 du 29/06/2016 modifié. Une nouvelle ligne de production (PPC3) a été autorisée suite à la signature de l'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/N°2023-178 du 06/09/2023.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface (gestion des eaux pluviales)
- Récolement arrêté complémentaire d'autorisation du 6 septembre 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors point de contrôle

Lors de la visite du 14 novembre 2024, les travaux de mise en place de la 3^{ème} ligne de production (PPC3) de l'atelier PPC étaient partiellement terminés. En effet, les cinq silos de produits finis restent à installer avant le démarrage de la production.

Le jour de la visite, des essais étaient en cours sur la nouvelle ligne de production PPC3, autorisée par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-178 du 6 septembre 2023. Le démarrage de la production est envisagé, par l'exploitant, pour janvier 2025.

2-3) Bilan des constats hors point de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dimensionnement du bassin d'orage des eaux pluviales et d'extinction des eaux incendie	Code de l'environnement, article R.214-1 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
9	Mise à jour du plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 9.1.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification du rapport de visite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 3.16.2.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Recensement des installations de l'atelier PPC	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 1.2.3 (partiel)	/	Sans objet
5	Systèmes de captation des poussières	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 4.1.3 (partiel)	/	Sans objet
6	Bilans COV et schéma de maîtrise des émissions (SME)	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 4.2.2.1 (partiel)	/	Sans objet
7	Émission de poussières	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 4.2.2.2	/	Sans objet
8	Recensement des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 9.1.1 (partiel)	/	Sans objet

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 14 novembre 2024 la nécessité de :

- justifier la surface totale du projet augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant intercepté et le dimensionnement du bassin d'orage des eaux pluviales et d'extinction des eaux incendie au regard des différents effluents collectés (eaux interceptées par le projet et par le bassin versant naturel) – point de contrôle n°3 ;
- transmettre le POI mis à jour suite aux travaux d'installation de la nouvelle ligne de l'atelier PPC – point de contrôle n°9.

Par ailleurs, l'inspection propose de lever des mises en demeure (points de contrôle n° 1 et 2).

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Mise en œuvre des préconisations des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 (partiel)
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/10/2023• type de suites qui avaient été actées : avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 15/03/2024
Prescription contrôlée : « Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...] »
Constats : Suite à la visite du 11 octobre 2023, l'exploitant est mis en demeure, par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-241 du 15 décembre 2023, de respecter dans un délai de 3 mois certaines dispositions de l'article 37.5 du règlement REACH susmentionné concernant la mise en œuvre des préconisations des fiches de données de sécurité (FDS). Lors de la visite du 14 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate la mise en œuvre des actions correctives mentionnées par courriel de l'exploitant du 28 août 2024, dans le local de stockage des produits Spectrus NX1102 ET Spectrus OX909 : <ul style="list-style-type: none">• contrôle de la température ;• ventilation du local ;• mise en place d'un cadenas pour sécuriser l'accès ;• radiateur pour protéger du gel. Au vu des constats ci-dessus, la mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 37.5 du règlement européen REACH prise par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-241 du 15 décembre 2023 peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 3.16.2.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/10/2023• type de suites qui avaient été actées : avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En cas de fortes précipitations, les eaux pluviales sont dirigées par débordement d'un déversoir d'orage vers le bassin d'orage et de confinement des eaux d'extinction incendie de l'atelier PPC. Les eaux recueillies sont ensuite transférées à débit maîtrisé vers le réseau ENH de l'atelier Polystyrène via une pompe de relevage.</p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont confinées dans le bassin d'orage et de confinement de l'atelier PPC pour y être stockées dans l'attente d'analyses et d'un traitement adapté.</p> <p>En cas de volume d'eau d'extinction de plus de 800 m³, les eaux d'extinction sont dirigées après information et accord de l'exploitant de la Station de Traitement Final, vers le bassin d'orage de la Station de Traitement Final dans l'attente d'analyses et d'un traitement adapté.</p> <p>En aucun cas ces eaux ne rejoignent le milieu naturel sans un traitement adapté.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • éviter la surcharge hydraulique du réseau ENH ; • éviter le débordement du bassin d'orage et de confinement. <p>Le volume minimal disponible du bassin d'orage et de confinement est de 800 m³. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 11 octobre 2023, l'exploitant est mis en demeure, par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-241 du 15 décembre 2023, de respecter avant fin avril 2024 les dispositions de l'article 3.16.2.2.4 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUEPE-154 du 29 juin 2016 en ce qui concerne le volume disponible dans son bassin d'orage.</p> <p>Lors de la visite du 14 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate notamment sur le terrain et sur la base du contrôle documentaire réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que le réseau de collecte des eaux pluviales de l'atelier PPC est connecté, par surverse, au bassin d'orage (plan de masse de l'unité PPC version C du 16 septembre 2016) ; • que le réseau de collecte des eaux incendie de l'atelier PPC est connecté au bassin d'orage (plan de masse de l'unité PPC version C du 16 septembre 2016) ; • que le bassin d'orage de l'atelier PPC est connecté au réseau d'eaux pluviales de l'atelier PS par l'intermédiaire d'un poste de relevage de vidange du bassin (plan de masse de l'unité PPC version C du 16 septembre 2016) ; • la présence d'un point bas et d'une pompe de relevage au droit du bassin d'orage ; • l'absence d'eau et de végétation dans le bassin d'orage ; • la réalisation d'un curage/nettoyage du bassin d'orage entre le 15 et 23 avril 2024 par les sociétés GCMI et LGM (autorisations de travail TEPF consultées sur place) ; • la réalisation d'un curage/nettoyage du bassin d'orage entre le 28 et 31 octobre 2024 par les sociétés GCMI et LGM (autorisations de travail TEPF consultées sur place) ; • que les actions correctives susmentionnées, prises entre avril et octobre 2024, permettent d'éviter la surcharge hydraulique et le débordement du bassin et ainsi de garantir le volume disponible de 800 m³. <p>Au vu des constats ci-dessus, la mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.16.2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 prise par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-241 du 15 décembre 2023 peut être levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Dimensionnement du bassin d'orage des eaux pluviales et d'extinction des eaux incendie

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/10/2023, article R.214-1 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p>

<p>1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D). [...] »</p> <p><u>Article 3.16.2.2.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 29/06/2016 modifié :</u> « [...] Le volume minimal disponible du bassin d'orage et de confinement est de 800 m³. »</p> <p><u>Dossier de décembre 2022 relatif à la création de la 3^e ligne (Notice d'incidence environnementale)</u> « Le bassin d'orage/de confinement à proximité de la zone PPC d'un volume de 800 m³ est prévu pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> recueillir les eaux de pluies de la zone de l'unité PPC ; confiner les eaux d'extinction d'un incendie de l'entrepôt, de la structure souple et de la zone de procédé. [...] <p>Sur la base du document technique D9A « Défense extérieure contre l'incendie et rétentions – Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction », le volume total de liquide à mettre en rétention s'élèverait à 1 741 m³. Le bassin d'orage ayant un volume de 800 m³, l'excédent d'eau éventuel sera envoyé au bassin d'orage de la STF après autorisation d'Arkema, qui dispose d'un volume de 11 000 m³. Une pompe de relevage complémentaire sera mise en place sur le bassin d'orage du PPC. »</p> <p>Constats : Lors de la visite du 14 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence d'un tuyau collectant, selon l'exploitant, les eaux pluviales extérieures à l'atelier PPC et dirigé vers le bassin d'orage de l'atelier PPC ; la prise en compte de ce tuyau dans le plan des réseaux d'eaux de l'atelier PPC – version C du 16 septembre 2016 ; que le bassin d'orage qui fait également office de confinement des eaux d'extinction incendie (cf. dossier de décembre 2022 susmentionné), ne prend pas en compte les volumes d'eaux pluviales issus du bassin versant intercepté. <p>L'exploitant s'est engagé à mener une étude, dans un délai de 5 mois, afin de vérifier le dimensionnement du bassin d'orage au regard de la réglementation IOTA.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 5 mois, les justificatifs concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet ; le dimensionnement du bassin d'orage au regard des effluents collectés (eaux interceptées par le projet et par le bassin versant naturel). <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 4 : Recensement des installations de l'atelier PPC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 1.2.3 (partiel)
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
<p>Prescription contrôlée : « [...] Les installations de l'atelier PPC visé par le présent arrêté comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une zone de stockage de matière première dont : <ul style="list-style-type: none"> 5 silos de stockage [...] de talc ; 5 silos de stockage [...] de polypropylène ; 3 silos de stockage mélangeurs [...] de matières premières ; [...] Une zone de production dont : [...] 1 atelier comprenant 3 lignes de compoundage de polypropylène ; [...] Une zone de stockage du produit fini dont : <ul style="list-style-type: none"> 10 silos [...] de compounds de polypropylènes vrac ;

<ul style="list-style-type: none"> ◦ 5 silos [...] de produits finis en vrac ; [...] ◦ 2 silos homogénéisateurs de produits finis [...] ◦ 1 entrepôt de stockage de matières premières et de compounds de polypropylènes [...] ; [...] »
Constats : Lors de la visite du 14 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate la présence des équipements listés et notamment ceux dédiés à la nouvelle ligne PPC3 qui ont été installés exceptés les 5 silos de produits finis. L'exploitant précise que ces silos seront mis en place d'ici fin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Systèmes de captation des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 4.1.3 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : « [...] Toutes dispositions sont prises pour limiter les envols de poussières, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. En particulier : <ul style="list-style-type: none"> • les silos mélangeurs de matières premières sont équipés de système de captation des poussières ; • les silos mélangeurs de produits finis sont équipés de système de captation des poussières ; • le système de chargement de big bags de matières premières est équipé d'un système de captation des poussières ; [...] Les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. [...] »
Constats : Le contrôle a porté sur les installations de la nouvelle ligne PPC3 autorisée par arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-178 du 6 septembre 2023. Lors de la visite du 14 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate, par sondage, sur le terrain et sur les schémas du process (PID) : <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'un système de captation des poussières au droit : <ul style="list-style-type: none"> ◦ des silos mélangeurs de matières premières de la nouvelle ligne : aspirateur de poussière sur le PID du 10 mai 2024 ; ◦ de la zone de chargement des big-bags : filtre S6011 identifié sur le PID du 23 février 2023 ; ◦ des silos mélangeurs de produits finis de la nouvelle ligne : filtre S6010 identifié sur le PID du 10 mai 2024. • que les dispositifs d'aspiration de la nouvelle ligne PPC3 ont été raccordés au système d'aspiration existant. Sans observation sur la base des observations réalisées lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bilans COV et schéma de maîtrise des émissions (SME)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 4.2.2.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : « [...] Les émissions de COV générées par l'atelier PPC sont intégrées au schéma de maîtrise des émissions (SME) de l'établissement. Le flux annuel total des émissions de COV (dont émissions diffuses) de l'atelier PPC n'excède pas 7,44 t/an. »

<p>Constats :</p> <p>Les bilans SME 2022 et 2023 ainsi que les rapports de contrôle annuel de suivi des émissions atmosphériques 2022-2023 mettent en évidence le respect du flux annuel total des émissions canalisées de COV pour l'atelier PPC en 2022 et 2023.</p> <p>Concernant la mise à jour du SME (version 3 d'octobre 2019), l'exploitant déclare que celui-ci sera mis à jour en 2025 considérant le démarrage de la production de la ligne PPC3 à compter de janvier 2025. Les rejets liés à la nouvelle ligne seront pris en compte à compter des bilans 2025 transmis avant avril 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Émission de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 4.2.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les rejets issus des installations de dépoussiérage respectent pour chaque point de rejet, les valeurs limites suivantes en concentration et en flux :</p> <p>poussières : concentration = 10 mg/Nm³ / Flux maximal horaire = 1 kg/h</p> <p>Le flux annuel total des émissions de poussières (dont émissions diffuses) de l'atelier PPC n'excède pas 2,276 t/an. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bilans et rapports de contrôle annuel des rejets atmosphériques réalisés par SOCOTEC en 2023 et transmis à l'inspection des installations classées lors de la visite du 14 novembre 2024 mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> le respect des valeurs limites d'émission en concentration et en flux en ce qui concerne le paramètre « poussières » pour les points de rejets "aspiration humide", "sortie des pompes à vide des TP", "aspiration poussières Premix", "silo produit fini_5263", "silos de talc_5021"; le respect de la valeur limite d'émission en flux en ce qui concerne le paramètre « poussières » pour le point de rejet "Silo de PP_5012" ; le dépassement de la valeur limite d'émission en concentration en ce qui concerne le paramètre « poussières » pour le point de rejet "Silo de PP_5012" le 8 juin 2023 (27,11 mg/Nm³) et le retour en conformité suite à la contre-analyse du 6 juillet 2023 ; le respect du flux annuel total des émissions de poussières pour l'atelier PPC.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Recensement des zones à risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 9.1.1 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'atelier PPC qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ou le maintien en sécurité de l'installation. Les aires de manipulation, manutention et stockage font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'atelier PPC la nature du risque. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate la mise à jour du plan de localisation des zones à risques avec les nouvelles installations de la ligne PPC3 transmis par mail de l'exploitant du 21 novembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Mise à jour du plan d'opération interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016 modifié, article 9.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne (POI)
Prescription contrôlée : « Le Plan d'Opération Interne (POI) est mis à jour avant la mise en exploitation de la nouvelle ligne PPC3. Il tient également compte de l'ensemble des modifications réalisées ou en cours de réalisation sur le site. Une version mise à jour du POI est transmise en versions informatique et papier en 2 exemplaires à la DREAL, en 3 exemplaires au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et en 1 exemplaire au service de la Protection Civile de la Préfecture (SIDPC). »
Constats : L'inspection des installations classées constate, sur la base des documents présentés lors de la visite du 14 novembre 2024, la mise à jour du plan d'opération interne (POI) en mars 2024 en ce qui concerne les nouvelles installations de l'atelier PPC. Cependant, le document n'a pas été transmis à l'administration conformément à la prescription susmentionnée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois, de transmettre la mise à jour du POI à la DREAL, au SDIS et au SIDPC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois